

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Les travaux ont commencé dans la future recyclerie

VENDEUVRE-SUR-BARSE. Annoncé depuis deux ans, le chantier a démarré. Les anciens établissements Richard vont être transformés en recyclerie qui (ré)emploiera à la fois des personnes en parcours d'insertion et nos déchets. Visite guidée.

crovelli@est-eclair.fr
CAROLE ROVELLI

Le bâtiment vide à l'entrée de la ville témoignait de la fin d'une époque où l'usine de mobilier métallique battait son plein. Bientôt, la friche industrielle reprendra vie sous la forme d'une recyclerie. Un projet ambitieux, lancé voilà plus de cinq ans par le Siedmto (Syndicat mixte intercommunal d'élimination des déchets ménagers du territoire d'Orient) dont le président, Patrick Dyon, menait avec l'architecte Daniel Juvenelle une visite de chantier mercredi, pour le sous-préfet de l'arrondissement de Bar-sur-Aube, Mohamed Abalhasane, et Marielle Chevallier, maire de Vendevre-sur-Barse.

« D'une certaine manière, c'est une méthode pour créer de la valeur. »

Patrick Dyon, président du Siedmto
« On avait répondu à un appel à projets "Zéro déchet, zéro gaspillage" en 2015, retrace-t-il. Confortés, on a été invités à aller plus loin, c'est devenu un projet de recyclerie en 2016, qui évite des déchets et les détourne de l'enfouissement, par une structure de réemploi. D'une certaine manière, c'est une méthode pour créer de la valeur : en faisant de la matière première avec nos déchets, en donnant une seconde vie à ceux qui peuvent resservir et en créant de l'emploi, puisque ce sera un chantier d'insertion, ça est un projet global. »

DIX EMPLOIS ET QUATRE MÉTIERS

Il y aura une dizaine d'emplois à la clé et quatre métiers en présence : de la collecte en vue d'un recyclage, du commerce, de l'insertion et de la sensibilisation des usagers à une consommation alternative.

64 000

C'est le nombre d'habitants des 190 communes auxquelles profitera la recyclerie sur les trois communes rattachées de Vendevre-Soulairens, de la Région de Bar-sur-Aube et du Barséquanais en Champagne. Soit 20 % des Aubeois et 40 % du territoire départemental.



Daniel Juvenelle, Éric Bazile, Frédéric Lebon (Awiplan), Mohamed Abalhasane, Patrick Dyon et Marielle Chevallier lors de la visite de chantier mercredi.

La recyclerie ouvrira au printemps prochain si le chantier ne rencontre pas de problème d'approvisionnement. Le désamiantage terminé, la toiture est en cours de remplacement. Le bâtiment proposera en façade un grand magasin, auquel seront adossés les bureaux, au cœur d'un vaste atelier où les déchets seront triés, démantelés pour récupérer les matières recyclables, ou orientés vers différents postes de rénovation ou petite réparation. Seuls 1 350 m² de la surface totale sont occupés par l'instant, laissant de la réserve pour « le stade 2 », où l'on pourra envisager d'autres activités.

« La devanture sera coiffée d'une casquette tout le long équipée de panneaux solaires rendant le site auto-suffisant sur le plan énergétique, détailait l'architecte. La RD619 constitue une belle vitrine, avec le parking clients devant l'établissement. À l'arrière, une voie circulaire permettra l'apport des déchets, l'accès aux ateliers, au stock pour les véhicules techniques et aux bennes de matériaux recyclables. »

« L'étude de faisabilité n'a pas trouvé de porteur privé, c'est donc le syndicat qui porte le projet, poursuivait Éric Bazile, directeur. Contrairement à d'autres unités que nous avons visitées, nous ne sommes pas partis d'une structure d'insertion existante mais des déchets, notre spécialité. Le but n'étant pas de créer une structure concurrentielle mais de répondre aux besoins du territoire. » Pour le montage, il s'est attaché les services de deux bureaux d'étude, Awiplan et Cap3c, spécialisés dans le conseil aux collectivités territoriales.

« 75 à 80 % de l'investissement sont couverts par des financements publics. »

Il en coûtera près de 1,3 million d'euros pour « recycler » ainsi la friche industrielle. Un investissement lourd pour le Siedmto « qui est une petite structure, insiste Patrick Dyon. Mais nous sommes très

bien accompagnés puisque 75 à 80 % de l'investissement est couvert par des financements publics. » L'Etat a débloqué 357 000 euros en DETR (dotaations d'équipement des territoires ruraux) et une DSLI (dotation de soutien à l'investissement local) exceptionnelle de 110 000 euros dans le cadre du plan France Relance. À quoi s'ajoute l'apport de la Région et du Département.

UNE CONVENTION TRIPARTITE

« L'objectif est d'atteindre l'équilibre à trois ans et de dégager du bénéfice à cinq. Nous avons signé une convention également avec les deux autres communautés de communes du Barsuraubois et du Barséquanais pour abonder le budget de fonctionnement en situation. »

La recyclerie se situe en effet au barrycentre, à 18 km de Brienne-le-Château, de Bar-sur-Aube et de Bar-sur-Seine. Elle collectera les déchets des neuf déchetteries du territoire, interviendra sur rendez-vous (ne prélevant que ce qui l'intéresse) ou sous forme d'apport

volontaire directement à la recyclerie. « On pense valoriser 150 à 200 tonnes de déchets par an », annonce le syndicat.

« C'est important que l'Etat soutienne une telle structure, déclarait le sous-préfet, à la fois parce qu'il a vocation à accompagner les territoires et parce que nous sommes ici dans des considérations d'économie sociale. Nous parlons d'une activité qui va créer de l'emploi pour des personnes qui en sont éloignées et de développement durable puisque c'est du recyclage. Ce projet s'inscrit parfaitement dans la politique du gouvernement. Qui plus est à un moment où il met d'importants moyens en œuvre pour relancer l'économie. » Marielle Chevallier, maire de Vendevre-sur-Barse, y voit pour sa part « un très beau projet qui évite du gaspillage et crée de l'emploi. On avait déjà une déchetterie, c'est un plus pour la commune d'avoir la recyclerie. D'autant qu'elle utilise un bâtiment vide depuis longtemps, qui présentera une image autrement plus valorisante pour cette entrée de ville. »